

17 juin 2022



COMPTE RENDU DES ACTIVITÉS DU BUREAU DU DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET POUR 2021-2022



BUREAU DU DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET
OFFICE OF THE PARLIAMENTARY BUDGET OFFICER

Table des matières

Table des matières	2
Message du directeur parlementaire du budget	1
1. Mandats et activités	2
2. Accès à l'information	9
2.1. Exceptions	9
2.2. Demandes d'information en 2021-2022	10
3. Rendement	12
3.1. Débats et réunions de comité	12
3.2. Témoignages du DPB devant des comités	12
3.3. Présentation de rapports	13
3.4. Rayonnement auprès des Canadiens	13
4. Données financières	14
Annexe A : Publications de 2021-2022	15
Notes	28

Message du directeur parlementaire du budget



J'ai le plaisir de présenter le Compte rendu des activités du Bureau du directeur parlementaire du budget pour 2021-2022, comme le prévoit la *Loi sur le Parlement du Canada*¹.

L'exercice 2021-2022 a été une année marquante pour le Bureau. Pour la deuxième fois dans l'histoire du Canada, lors des élections fédérales de 2021, les partis politiques ont pu demander au directeur parlementaire du budget (DPB) de fournir une évaluation du coût financier de leurs engagements électoraux. Les élections de 2021 ont été déclenchées avant la date des élections à date fixe, mais le travail du Bureau pour améliorer sa capacité d'analyse dans des domaines stratégiques clés comme la fiscalité et les dépenses dans la santé, la défense et les programmes destinés aux étudiants lui ont permis d'être prêt à recevoir les demandes dès le déclenchement des élections. Du 15 août au 19 septembre 2021, il a produit plus de 130 évaluations financières à la demande des partis politiques. Au bout du compte, 72 évaluations financières non partisans ont été publiées sur son site Web, contribuant ainsi à la transparence auprès de l'électorat canadien.

De plus, le Bureau a continué de servir le Parlement de façon intègre et professionnelle en lui fournissant des analyses financières et économiques indépendantes, crédibles et impartiales, et ce, au moment opportun. Il a réalisé des analyses approfondies sur l'état de l'économie canadienne, la viabilité des finances du gouvernement et le coût de divers programmes fédéraux et initiatives législatives figurant au plan de travail 2021-2022.

En ce qui concerne l'avenir, il continuera de recueillir des données sur le rendement grâce à des sondages menés directement auprès des parlementaires et de leurs employés et évaluera continuellement ses processus internes. Il poursuivra aussi sa préparation en vue de l'examen législatif quinquennal prévu plus tard dans l'année.

Je suis fier de tout le travail accompli par le Bureau en 2021-2022. C'est un honneur pour moi de travailler avec une équipe de professionnels dévoués. Nous envisageons avec enthousiasme la perspective de continuer à fournir aux parlementaires et à la population canadienne des analyses économiques et financières pertinentes et accessibles.

Le directeur parlementaire du budget,

Yves Giroux

1. Mandats et activités

Par suite des modifications apportées à la *Loi sur le Parlement du Canada* en 2017, le Parlement a confié au DPB deux *mandats distincts*.

1. Lorsque le Parlement n'est pas dissous :

Le DPB fournit des analyses économiques et financières indépendantes au Sénat et à la Chambre des communes, analyse les prévisions budgétaires du gouvernement et, sur demande, évalue le coût financier de toute mesure proposée relevant des domaines de compétence du Parlement.

2. Pendant les 120 jours précédant une élection générale à date fixe ou lorsque le Parlement est dissous en prévision d'une élection générale :

Le DPB fournit aux partis politiques, à leur demande, une estimation du coût financier des mesures proposées en campagne électorale qu'ils envisagent de mettre en œuvre.



Mandat quand le Parlement n'est pas dissous – fournir au Sénat et à la Chambre des communes des analyses économiques et financières indépendantes

Au cours de l'exercice 2021-2022, le DPB a publié 36 rapports, dont des analyses supplémentaires, des mises à jour, le plan de travail pour 2022-2023 et le *Compte rendu des activités du Bureau du directeur parlementaire du budget pour 2020-2021*. Environ un quart de ces rapports ont été produits à la demande de parlementaires du Sénat ou de la Chambre des communes. Les autres ont été préparés à l'initiative du DPB.

Analyses économiques et financières indépendantes

La *Loi sur le Parlement du Canada* dispose que le DPB peut préparer des rapports contenant ses analyses concernant le budget, les mises à jour économiques et financières, les rapports sur la viabilité financière ou les prévisions budgétaires².

Le DPB peut également produire des rapports sur des questions qui revêtent une importance particulière à l'égard des finances et de l'économie du pays et qui sont énumérées dans son plan de travail annuel déposé devant le Sénat et la Chambre des communes³.

En 2021-2022, le DPB a publié 6 analyses ou rapports réguliers :

- une analyse des budgets principal et supplémentaires des dépenses (3 rapports);
- le rapport *Budget 2021 : Enjeux pour les parlementaires*;
- le *Rapport sur la viabilité financière de 2021*;
- la *Mise à jour économique et budgétaire de 2021 : Enjeux pour les parlementaires*.

Outre ses rapports réguliers, le DPB a publié, en 2020-2021, 19 mises à jour et rapports autonomes, dont certains complétaient des rapports réguliers, et d'autres portaient sur des questions qui revêtent une importance particulière à l'égard des finances ou de l'économie du pays :

- une analyse financière et distributive d'un revenu de base garanti à l'échelle nationale ;
- une analyse de la Banque de l'infrastructure du Canada — Perspectives des dépenses ;
- une analyse de dépenses fédérales pour les soins de santé aux Premières Nations et aux Inuits ;
- une évaluation de l'incidence des mesures du budget de 2021 ;
- une analyse sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre du Canada d'ici 2030;

- une analyse des dépenses fédérales de programmes consacrées à l'abordabilité du logement en 2021;
- une analyse du soutien financier accordé à Air Canada;
- une analyse financière détaillée du régime fédéral d'équité salariale;
- une évaluation des propriétés d'assurance du Programme de stabilisation fiscale;
- une analyse financière sur le projet de brise-glace polaire;
- une analyse financière du projet de baisse des primes d'assurance prêt hypothécaire;
- une analyse du coût estimatif du nettoyage des puits de pétrole et de gaz orphelins du Canada;
- une analyse des perspectives économiques et financières – Mars 2022⁴;
- une estimation des coûts du plan national de garde d'enfants;
- une évaluation du prix des propriétés – Un portrait de la capacité d'emprunt;
- une analyse distributive de la tarification fédérale du carbone dans le cadre du plan « Un environnement sain et une économie saine »;
- une analyse des dépenses en capital prévues au titre de la politique de défense du Canada Protection, Sécurité, Engagement : Mise à jour de 2022;
- une estimation du coût fédéral des peines minimales;
- une analyse de comparaison internationale du rendement de l'Agence du revenu du Canada.

Le DPB a publié en outre 7 analyses complémentaires qui fournissent des renseignements importants ou des détails supplémentaires sur ses publications :

- Analyse financière et distributive d'un revenu de base garanti à l'échelle nationale – regard sur les Canadiens ayant une incapacité;
- Achat du pipeline Trans Mountain par le Canada : Considérations économiques et financières – Mise à jour de l'information financière de la CDEV – mai 2021;
- Mise à jour : Coût du congé du gouvernement fédéral lié à la COVID-19;
- Renseignements supplémentaires - Le secteur de l'énergie et l'agriculture : Les recettes auxquelles renonce le gouvernement fédéral au titre de certaines dispositions fiscales;
- Projet de loi C-206 : Élargissement de l'exemption qui s'applique au combustible agricole admissible pour inclure le gaz naturel commercialisable et le propane – coût financier sur une période de dix ans;
- Renseignements complémentaires – Le projet de loi C-83 et le coût des unités d'intervention structurée;

- Dépenses fédérales en infrastructure, de 2016-2017 à 2026-2027.

De plus, le DPB a publié 3 documents relatifs au mandat d'élection générale fédérale de 2021 :

- des projections économiques et financières de référence;
- Un calculateur des frais sur la dette publique permettant aux partis politiques d'estimer les frais en intérêts de leurs nouvelles propositions;
- à la suite de l'élection, une évaluation de l'estimation du coût des promesses électorales de 2021.

Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative : pertinence et impartialité

Le succès du nouveau service d'évaluation du coût des promesses de la campagne électorale fédérale de 2019 et de celle de 2021 a démontré la contribution du travail du DPB à une transparence accrue. À la suite des commentaires positifs reçus des parlementaires et autres acteurs, le DPB continue de publier régulièrement de brèves évaluations.

Pendant l'exercice 2021-2022, le DPB a publié **35** estimations sur divers sujets intéressant les parlementaires et la population canadienne.

Pour en savoir davantage à ce sujet, visitez le site Web www.pbo-dpb.ca/fr ou suivez le DPB sur [Twitter](#).

Rapports découlant de demandes d'analyse et d'estimation présentées par des parlementaires et des comités du Sénat et de la Chambre des communes en 2021-2022

Toujours en 2021-2022, le DPB a reçu 30 demandes d'analyses financières et d'estimations des coûts de la part de parlementaires. Le DPB a aussi reçu plusieurs demandes et questions informelles.

Le DPB a publié 9 rapports à la suite d'analyses demandées par des sénateurs, des députés ou des comités parlementaires :

- une estimation du coût d'un impôt sur les profits excessifs, à la demande du député Peter Julian (New Westminster-Burnaby);
- une analyse des coûts d'un programme d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire, à la demande des députées Leah Gazan (Winnipeg Centre) et Lindsay Mathyssen (London-Fanshawe);

- une évaluation du coût du programme de rachat d'armes à feu, à la demande du député Glen Motz (Medicine Hat—Cardston—Warner);
- une estimation des recettes des mesures prévues dans la motion M-68 : impôt unique sur la richesse extrême, à la demande du député Nathaniel Erskine-Smith (Beaches—East York);
- une estimation des coûts découlant de la motion 77 : Améliorations concernant les soins de longue durée, à la demande du député Paul Manly (Nanaimo—Ladysmith);
- une analyse du projet de loi C-83 et le coût des unités d'intervention structurée, à la demande de la sénatrice Kim Pate;
- une estimation sur l'eau potable pour les Premières Nations : le gouvernement dépense-t-il assez?, à la demande de la sénatrice Renée Dupuis;
- une analyse sur le secteur de l'énergie et l'agriculture : les recettes auxquelles renonce le gouvernement fédéral au titre de certaines dispositions fiscales, à la demande de la sénatrice Rosa Galvez;
- une estimation de l'extrémité supérieure de la distribution du patrimoine familial au Canada : mises à jour et tendances, à la demande de la sénatrice Rosa Galvez.

Outil d'analyse du DPB lié à la COVID-19

En 2021-2022, le BDPB a continué de mettre à jour son outil d'analyse lié à la COVID-19, conçu pour aider les Canadiens et les parlementaires à évaluer les répercussions potentielles de la pandémie sur l'économie canadienne et les finances du gouvernement.

Cet outil donne accès à toutes les analyses et autres travaux liés à la COVID-19 du DPB :

- les évaluations de coûts du DPB liées à la COVID-19;
- les dernières perspectives économiques et financières du DPB, et les mesures liées à la COVID-19 incluses dans celles-ci;
- les évaluations de coûts (liées à la COVID-19) demandées par les parlementaires;
- le cadre de surveillance des dépenses du gouvernement pour la COVID-19.

Accessible au : <https://covid19.pbo-dpb.ca/#/fr>

Mandat pendant la période précédant une élection générale – préparation d’estimations du coût financier des mesures proposées en campagne électorale

Conformément à la *Loi sur le Parlement du Canada*, pendant les 120 jours précédant une élection générale ou à la dissolution du Parlement, le DPB est tenu d’évaluer, à la demande d’un parti politique reconnu ou d’un député indépendant, le coût financier de toute mesure proposée dans le cadre de la campagne électorale de celui-ci. Dès que le Parlement est dissous en prévision d’une élection générale, le DPB cesse tout travail à l’égard des demandes présentées par les comités et les parlementaires⁵.

Le 15 août, la gouverneure générale a dissous la 43^e législature et fixé la date des élections au 20 septembre. Pour la deuxième fois dans l’histoire du Canada, lors des élections fédérales de 2021, les partis politiques ont pu demander au directeur parlementaire du budget (DPB) de fournir une évaluation du coût financier de leurs engagements électoraux. Les élections de 2021 ont été déclenchées avant la date des élections à date fixe, mais le travail du Bureau pour améliorer sa capacité d’analyse dans des domaines stratégiques clés comme la fiscalité et les dépenses dans la santé, la défense et les programmes destinés aux étudiants lui ont permis d’être prêt à recevoir les demandes dès le déclenchement des élections.

Le 16 août, le DPB a publié des projections économiques et financières de référence, et mis en ligne une application pour aider les partis politiques à calculer l’incidence des nouvelles dépenses proposées sur les frais d’intérêts de la dette publique. De telles analyses ont permis aux partis politiques de produire un cadre financier cohérent, ce qui les a incités à annoncer des mesures chiffrées avant le jour des élections.

Conformément à la loi, le DPB a également travaillé de près avec des ministères afin de négocier des protocoles d’entente (PE) relatifs à la communication de renseignements et à l’aide dont il a besoin pour produire les estimations les plus précises possible. Le DPB a pu conclure trois PE avant la période d’estimation.

Du 15 août au 19 septembre 2021, le DPB a produit plus de 130 évaluations financières à la demande des partis politiques. Au bout du compte, 72 évaluations financières ont été publiées, contribuant ainsi à la transparence auprès de l’électorat canadien.

Au préalable, l’équipe du DPB a travaillé de près avec des ministères pour obtenir l’information et l’aide nécessaires pour la préparation d’estimations les plus précises possible. Des ententes de coopération ou des protocoles d’entente avaient préalablement été signés avec entre autres le ministère des Finances et le ministère de l’Emploi et du Développement social. Ces ententes comportaient des protocoles stricts permettant de garantir la

confidentialité des demandes présentées par les partis politiques et l'accès rapide à l'information.

Après les élections, le DPB a mené un examen approfondi, sollicitant les commentaires des partis. Le résultat de cet examen est présenté dans le rapport intitulé *Performance de l'estimation du coût des promesses électorales* du DPB, publié en novembre 2021.

2. Accès à l'information

Certains des renseignements dont le DPB a besoin pour préparer ses analyses économiques et financières sont disponibles publiquement, mais la majeure partie ne l'est pas.

En vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada*, le DPB « a le droit, sur demande faite à un responsable d'institution fédérale, d'un ministère ou d'une société d'État mère, de prendre connaissance, gratuitement et en temps opportun, de tout renseignement qui relève de ce ministère ou de cette société d'État mère et qui est nécessaire à l'exercice de son mandat⁶ ».

Dans bien des cas, le DPB pourrait préparer l'estimation du coût d'un projet de loi sans recourir aux données du gouvernement, mais le travail serait souvent plus coûteux et plus long et risquerait de réduire les ressources disponibles pour répondre aux demandes des parlementaires et des comités. L'accès aux données du gouvernement améliore souvent la qualité des estimations du DPB et fait en sorte que celles-ci sont plus utiles aux parlementaires.

Si un ministère ou une société d'État refuse de fournir des renseignements au DPB, ce dernier peut porter ce fait à la connaissance du Président du Sénat et du Président de la Chambre des communes ou de tout comité parlementaire compétent⁷.

S'il devait informer les présidents d'une telle situation, le DPB s'attendrait que ceux-ci, et les deux Chambres qu'ils président, l'aident à obtenir l'information dont il a besoin pour préparer les analyses pertinentes destinées au Sénat et à la Chambre des communes.

2.1. Exceptions

Le DPB n'a pas droit aux renseignements visés par l'une ou l'autre de cinq exceptions étroitement circonscrites. Il s'agit des renseignements qui, selon le cas :

- sont des renseignements dont la communication est restreinte en vertu de l'article 19 de la *Loi sur l'accès à l'information*⁸;
- sont protégés par le secret professionnel de l'avocat ou du notaire ou le privilège relatif au litige⁹;
- sont des renseignements dont la communication est restreinte en vertu d'une disposition d'une autre loi fédérale figurant à l'annexe II de la *Loi sur l'accès à l'information*¹⁰;

- sont des renseignements confidentiels du Conseil privé de la Reine pour le Canada, définis au paragraphe 39(2) de la *Loi sur la preuve au Canada*¹¹;
- sont des renseignements dont la communication au DPB est expressément restreinte en vertu d'une autre loi fédérale¹².

Le DPB estime que, pour fournir des analyses pertinentes et en temps opportun au Sénat et à la Chambre des communes, il a besoin de certains renseignements confidentiels, notamment de l'estimation par le gouvernement du coût de la mise en œuvre des projets de loi déposés au Parlement et des analyses sexospécifiques réalisées pour ces projets de loi.

De plus, le DPB craint que l'exception fondée sur l'annexe II de la *Loi sur l'accès à l'information* ne restreigne indûment son accès à l'information. De toute évidence, il est encore possible d'améliorer l'accès du DPB à l'information détenue par les ministères et organismes du gouvernement. Le DPB a écrit une lettre au leader parlementaire du gouvernement à la Chambre des communes le 11 février 2020 afin de demander des modifications législatives visant à améliorer l'accès à l'information. Une réponse négative a été reçue quelques mois plus tard, suggérant plutôt que cette modification soit considérée dans le cadre de l'examen quinquennal de la loi habilitante du DPB prévu en 2022.

2.2. Demandes d'information en 2021-2022

En 2021-2022, le DPB a soumis 46 demandes d'information à des ministères fédéraux et sociétés d'État.

Le DPB a reçu la totalité de l'information demandée dans 38 des 46 demandes soumises. Cela représente un taux de réponse de 83 %, ce qui est légèrement supérieur à celui enregistré en 2020-2021, dont le taux de réponse moyen était de 82 %.

Dans les 8 cas où le DPB n'a pas reçu toute l'information demandée, les ministères n'ont fourni que des renseignements partiels (souvent parce qu'ils ne disposaient pas des autres renseignements).

Demandes d'information

Exercice	Demandes	Taux de réponse
2009-2010	20	50 %
2010-2011	27	78 %
2011-2012	52	79 %
2012-2013	116	36 %
2013-2014	150	55 %
2014-2015	55	51 %
2015-2016	14	86 %
2016-2017	65	90 %
2017-2018	60	68 %
2018-2019	61	84 %
2019-2020	35	78 %
2020-2021	133	82 %
2021-2022	46	83 %

3. Rendement

3.1. Débats et réunions de comité

Le DPB et le travail produit par son Bureau ont été mentionnés 418 fois pendant les débats au Sénat et à la Chambre des communes en 2021-2022. Le DPB a été mentionné 328 fois dans des réunions de comités de la Chambre des communes, y compris lorsque le DPB a témoigné devant des comités¹³.

L'utilisation des analyses du DPB pour éclairer les interventions des parlementaires pendant les débats et les réunions de comité est l'une des formes les plus visibles de son soutien aux parlementaires.

3.2. Témoignages du DPB devant des comités

En 2021-2022, le DPB ou ses employés ont témoigné cinq fois devant des comités sénatoriaux et à cinq reprises devant des comités de la Chambre des communes.

Les évaluations budgétaires, les analyses du budget principal des dépenses et des budgets supplémentaires des dépenses, l'estimation du coût du projet de brise-glaces polaires et le coût de l'assainissement des puits de pétrole et de gaz orphelins du Canada produits par le DPB sont des exemples de la façon dont le DPB et ses employés mettent leurs connaissances spécialisées au service des comités parlementaires. Le DPB est toujours heureux de comparaître devant les comités parlementaires pour discuter de la façon dont les comités peuvent faire appel à lui dans le cadre de leurs études.

3.3. Présentation de rapports

Le DPB a présenté 7 rapports en 2021-2022 via des sessions virtuelles et ou en présentiel pour permettre aux parlementaires d'obtenir toutes les réponses à leurs questions et d'approfondir les sujets abordés dans les publications du DPB. Ces présentations ont été offertes à l'ensemble des parlementaires et de leur personnel.

Différentes sessions ont été proposées lors des présentations de rapport pour faciliter la participation de l'ensemble des parlementaires en fonction des fuseaux horaires. En moyenne, une trentaine de participants ont assisté à chacune de ces sessions. Le DPB a également offert des présentations aux médias pour certaines publications.

Lors de ces séances, le DPB a présenté un sommaire ainsi que les conclusions du rapport publié et répondu aux questions des participants.

3.4. Rayonnement auprès des Canadiens

En 2021-2022, le DPB a continué de promouvoir une transparence et une responsabilisation accrue en matière budgétaire en communiquant ses conclusions au public et aux médias. Cette démarche d'ouverture et d'accessibilité permet au DPB de mieux servir les parlementaires, qui peuvent alors réagir aux rapports du DPB en sachant que le public est au courant de ceux-ci.

Pendant l'exercice, le travail du DPB a été mentionné plus de 4 500 fois dans les médias à l'échelle nationale, ce qui illustre la pertinence des analyses du DPB pour les débats publics.

4. Données financières

Le processus budgétaire du DPB est établi dans la *Loi sur le Parlement du Canada*. Avant chaque exercice, le DPB prépare son budget. Ses prévisions budgétaires sont examinées par le Président du Sénat et le Président de la Chambre des communes et, si les deux présidents les approuvent, elles sont acheminées au président du Conseil du Trésor, qui est lui-même chargé de les déposer devant la Chambre des communes, en même temps que les prévisions budgétaires du gouvernement du Canada.

Résumé des ressources financières (en milliers de dollars)				
	2020-2021	2021-2022		
Activité de programme	Dépenses réelles	Budget principal des dépenses	Total des crédits	Dépenses réelles
Analyses économiques et financières	5 477	6 520	6 520	5 494
Cotisations au régime d'avantages sociaux des employés	619	726	726	596
Total	6 096	7 246	7 246	6 090

Annexe A : Publications de 2021-2022



Rapport • 2021-04-07

[Analyse financière et distributive d'un revenu de base garanti à l'échelle nationale](#)

Plusieurs parlementaires ont demandé au DPB de préparer une analyse distributive d'un revenu de base garanti au moyen des paramètres établis dans le Projet pilote...



Rapport • 2021-04-27

[Montant estimatif d'un impôt sur les bénéfices exceptionnels](#)

Ce rapport présente une estimation des recettes fédérales que rapporterait l'impôt sur le revenu des sociétés si un taux d'imposition supplémentaire de 15 % était...



Rapport • 2021-04-28

[Banque de l'infrastructure du Canada — Perspectives des dépenses](#)

Ce rapport examine l'état actuel et prévu des engagements d'investissement et des décaissements de fonds de la Banque de l'infrastructure du Canada.



Rapport • 2021-05-05

[Budget 2021 : Enjeux pour les parlementaires](#)

Ce rapport fait ressortir les faits saillants du budget de 2021 pour aider les parlementaires dans leurs délibérations budgétaires.



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2021-05-05

[Augmentation de la taxation du tabac](#)

Estimation indépendante du coût d'une mesure budgétaire annoncée dans le budget fédéral de 2021. La liste des coûts prévus par le DPB pour la mise...



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2021-05-13

[Taxe sur l'utilisation non-productive d'habitations au Canada par des propriétaires étrangers non-résidents](#)

Dans le budget de 2021, le gouvernement du Canada propose d'instaurer une nouvelle taxe nationale de 1 % sur la valeur des immeubles résidentiels situés...



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2021-05-13

[La perception de la TPS sur les biens stockés dans des entrepôts de traitement de commandes du Canada et vendus à des résidents canadiens](#)

Certains vendeurs étrangers stockent des biens dans des entrepôts situés au Canada en vue de les vendre à des acheteurs canadiens. Après avoir été achetés,...



Rapport • 2021-05-18

[Dépenses fédérales pour les soins de santé aux Premières Nations et aux Inuits](#)

Plusieurs parlementaires ont indiqué qu'il serait utile que le DPB produise une analyse, en dollars et par habitant, du financement provincial et territorial des soins...



Rapport • 2021-05-19

[Analyse des coûts d'un programme d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire](#)

Le présent rapport donne suite à une demande présentée par les députées Leah Gazan (Winnipeg Centre) et Lindsay Mathysen (London – Fanshawe) pour que le...



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2021-05-20

[Taxe sur les ventes de produits de luxe](#)

Mise en place d'une taxe sur les ventes, au point de vente, d'automobiles et d'aéronefs d'une valeur de plus de 100 000 \$ et de...



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2021-05-20

[Réduction de taux pour les fabricants de technologies à zéro émission](#)

Le taux d'impôt sur le revenu des sociétés pour les activités admissibles de fabrication et de transformation de technologies à zéro émission sera réduit de...



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2021-05-26

[Fonds de réduction des émissions – programme côtier et infracôtier](#)

Introduire une aide financière aux secteurs pétrolier et gazier pour la réduction des émissions de méthane. Le volet côtier et infracôtier du Fonds de réduction...



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2021-05-26

[Projet de loi C-265 : prolongation des prestations de maladie de l'assurance-emploi](#)

Le projet de loi C-265 propose de faire passer de 15 à 50 le nombre maximal de semaines pendant lesquelles des prestations peuvent être versées...



Rapport • 2021-05-27

[Évaluation de l'incidence des mesures du budget de 2021](#)

Ce rapport présente une évaluation de l'incidence des mesures du budget de 2021 sur les perspectives économiques et financières prébudgétaires du directeur parlementaire du budget...



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2021-05-27

[Taxe sur les services numériques](#)

Mise en place d'une nouvelle taxe sur le revenu des sociétés offrant des services numériques. La taxe entrera en vigueur le 1er janvier 2022. Cette...



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2021-05-27

[Prolongation des prestations de maladie de l'assurance-emploi](#)

Dans le budget de 2021, le gouvernement du Canada a proposé de faire passer de 15 à 26 le nombre maximal de semaines pendant lesquelles...



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2021-05-27

[Programme d'embauche pour la relance économique du Canada](#)

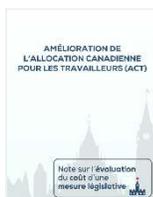
Octroi aux employeurs admissibles d'une subvention à hauteur de 50 % de la rémunération supplémentaire versée aux employés admissibles entre le 6 juin et le...



Rapport • 2021-06-03

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2021-2022

Dans la présente note figure une analyse détaillée du premier budget supplémentaire des dépenses de l'exercice 2021-2022, qui vise à faire approuver par le Parlement...



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2021-06-03

Amélioration de l'Allocation canadienne pour les travailleurs (ACT)

Élargir l'accès à l'ACT en augmentant les taux et les seuils d'entrée progressifs, ainsi que fournir un plus grand incitatif financier aux couples qui travaillent...



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2021-06-10

Changements aux mesures fédérales d'aide financière aux étudiants et aux nouveaux diplômés

Changement à l'aide financière fédérale aux étudiants, y compris l'aide en vertu du Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE).



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2021-06-17

Suspension temporaire de la période d'attente d'une semaine pour les demandes d'assurance emploi

Suspendre la période d'attente pour les bénéficiaires de l'assurance-emploi (AE) qui présentent une nouvelle demande entre le 31 janvier 2021 et le 25 septembre 2021....



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2021-06-17

Maintien d'un accès souple et uniforme aux prestations d'AE régulières, spéciales et de pêcheur entre toutes les régions

Maintien d'un accès uniforme aux prestations d'AE régulières et spéciales entre toutes les régions, en établissant une norme d'admissibilité de 420 heures, ainsi que l'admissibilité...



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2021-06-23

Mise à jour : Projet de loi C-206 - Élargissement de l'exemption qui s'applique au combustible agricole admissible pour inclure le gaz naturel commercialisable et le propane

Le projet de loi C-206 modifie la Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre afin d'élargir l'exemption...



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2021-06-23

[Augmentation de la pension de Sécurité de la vieillesse pour les Canadiens de 75 ans et plus](#)

Offrir un paiement unique imposable de 500 \$ en août 2021 aux pensionnés de la Sécurité de la vieillesse (SV) qui seront âgés de 75...



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2021-06-23

[Prêts sans intérêt pour rénovations résidentielles](#)

Cette mesure offre aux propriétaires occupants et aux propriétaires bailleurs admissibles des prêts sans intérêt d'une valeur pouvant atteindre 40 000 \$ pour effectuer des...



Rapport • 2021-06-23

[Au-delà de Paris : Réduire les émissions de gaz à effet de serre du Canada d'ici 2030](#)

Le présent rapport évalue les effets du plan du gouvernement pour dépasser, d'ici 2030, la cible de réduction des émissions de gaz à effet de...



Rapport • 2021-06-29

[Évaluation du coût du programme de rachat d'armes à feu](#)

En réponse à une demande du député Glen Motz (Medicine Hat-Cardston-Warner), ce rapport évalue, selon différents scénarios, le coût de l'indemnisation des propriétaires d'armes à...



Rapport • 2021-06-30

[Rapport sur la viabilité financière de 2021](#)

Dans ce rapport, le DPB présente son évaluation de la viabilité financière à long terme du gouvernement fédéral, des administrations infranationales et des régimes de...



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2021-07-08

[Prolonger les améliorations temporaires apportées au programme de Travail partagé pour les employeurs et les employés touchés par la COVID-19](#)

Les améliorations temporaires au programme de Travail partagé, actuellement en vigueur du 15 mars 2020 au 26 septembre 2021, seront prolongées d'une autre année. Cela...



Rapport • 2021-07-15

[Estimation des recettes des mesures prévues dans la motion M-68 : impôt unique sur la richesse extrême](#)

Ce rapport donne suite à la demande du député Nathaniel Erskine Smith (Beaches–East York) pour obtenir une estimation des recettes qui découleraient d'un impôt unique...



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2021-07-21

[Passation en charges immédiate pour les sociétés privées sous contrôle canadien \(SPCC\)](#)

Possibilité pour une SPCC de passer immédiatement en charges certains biens admissibles (la plupart des immobilisations, à l'exception des actifs généralement à long terme) –...



Rapport • 2021-08-04

[Estimation des coûts découlant de la motion 77 : Améliorations concernant les soins de longue durée](#)

Ce rapport fournit une estimation des coûts de mise en œuvre de la motion 77 de la Chambre des communes, qui propose plusieurs changements importants...



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2021-08-09

[Crédit d'impôt pour les nouveaux diplômés travaillant dans une région désignée \(Projet de loi C-295\)](#)

Cette note a été préparée à la demande de Maxime Blanchette-Joncas, député de Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques. Ajout d'un crédit d'impôt d'une valeur maximale de 3 000...



Rapport • 2021-08-10

[Dépenses fédérales de programmes consacrées à l'abordabilité du logement en 2021](#)

Ce rapport vise à aider les parlementaires à comprendre les dépenses fédérales de programmes consacrées à l'abordabilité du logement. Nous y présentons une mise à...



Rapport • 2021-08-12

[Soutien financier accordé à Air Canada](#)

Ce rapport a pour but d'aider les parlementaires à comprendre l'entente de soutien financier que le gouvernement du Canada a conclue avec Air Canada le...



Rapport • 2021-08-16

[Côté des mesures proposées pendant la campagne électorale de 2021 : prévision de référence](#)

Ce rapport contient des prévisions économiques et financières de référence pour les estimations du coût des promesses électorales de 2021.



Rapport • 2021-11-24

[Le projet de loi C-83 et le coût des unités d'intervention structurée](#)

Ce rapport, rédigé à la demande de la sénatrice Kim Pate, est une mise à jour de l'analyse du coût de mise en œuvre des...



Rapport • 2021-11-25

[Évaluer les propriétés d'assurance du Programme de stabilisation fiscale](#)

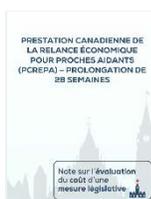
Le présent rapport évalue les propriétés d'assurance du Programme de stabilisation fiscale, les changements qui y ont été apportés récemment et les modifications qui y...



Rapport • 2021-11-30

[Analyse financière détaillée du régime fédéral d'équité salariale](#)

Durant la 43e législature, les députées Jag Sahota (Calgary - Skyview), Nelly Shin (Port Moody - Coquitlam) ainsi que l'honorable députée Alice Wong (Richmond Centre)...



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2021-11-30

[Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants \(PCREPA\) – prolongation de 28 semaines](#)

Le 21 octobre 2021, le gouvernement a annoncé qu'il prolongerait de 28 autres semaines la période d'admissibilité à la Prestation canadienne de la relance économique...



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2021-11-30

[Prestation canadienne de maladie pour la relance économique \(PCMRE\) – prolongation de 28 semaines](#)

Tel que proposé dans le projet de loi C-2, le gouvernement a annoncé que la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique (PCMRE) serait...



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2021-11-30

[Subvention d'urgence du Canada pour le loyer \(SUCL\) – telle que prolongée par le décret no 2021-0882 & telle que prolongée par projet de loi C-2](#)

Octroi d'une aide au loyer aux employeurs dont les revenus sont réduits. Nous prévoyons que la prolongation de la Subvention d'urgence du Canada pour le...



Rapport • 2021-12-01

[Eau potable pour les Premières Nations : le gouvernement dépense-t-il assez?](#)

À la demande de la Sénatrice Renée Dupuis et en s'appuyant sur un rapport de 2017 du DPB, le présent rapport examine les besoins d'investissement...



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2021-12-07

[Évaluation du coût du projet de loi C-3, Loi modifiant le Code criminel et le Code canadien du travail \(10 jours de congé de maladie payé par année pour les travailleurs du secteur privé sous réglementation fédérale\)](#)

Le projet de loi légifère l'octroi de 10 jours de congé de maladie payé aux employés travaillant dans des lieux de travail de compétence fédérale...



Rapport • 2021-12-07

[Budget supplémentaire des dépenses \(B\) 2021-2022](#)

Cette note présente une analyse détaillée du deuxième budget supplémentaire des dépenses du gouvernement pour l'exercice 2021-2022, dans lequel le gouvernement demande au Parlement...



Rapport • 2021-12-07

[Le secteur de l'énergie et l'agriculture : les recettes auxquelles renonce le gouvernement fédéral au titre de certaines dispositions fiscales](#)

La sénatrice Rosa Galvez a demandé au DPB d'évaluer le coût de dispositions fiscales portant sur l'exploitation des combustibles fossiles, notamment la déduction pour les...



Rapport • 2021-12-09

[Estimation de l'extrémité supérieure de la distribution du patrimoine familial au Canada : mises à jour et tendances](#)

La sénatrice Rosa Galvez a demandé que le DPB mette à jour la Base de données sur les familles à valeur nette élevée pour l'année...



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2021-12-09

[Subvention salariale d'urgence du Canada \(SSUC\) – telle que prolongée par le décret no 2021-0882 puis par le projet de loi C-2](#)

Accorder une subvention salariale aux employeurs dont les revenus ont diminué. Les employeurs doivent choisir entre le Programme d'embauche pour la relance économique du Canada...



Rapport • 2021-12-16

[Le projet de brise-glace polaire : analyse financière](#)

Ce rapport présente une estimation indépendante des coûts des phases de développement et d'acquisition relatives au projet de brise-glaces polaires. Ce projet vise à remplacer...



Rapport • 2021-12-17

[Analyse financière du projet de baisse des primes d'assurance prêt hypothécaire](#)

La présente note fournit une analyse financière de la proposition du gouvernement de réduire les primes d'assurance prêt hypothécaire perçues par la Société canadienne d'hypothèques...



Rapport • 2022-01-19

[Mise à jour économique et budgétaire de 2021 : enjeux pour les parlementaires](#)

Le présent rapport fait ressortir les faits saillants de la mise à jour économique et budgétaire de 2021 pour aider les parlementaires dans leurs délibérations...



Rapport • 2022-01-25

[Coût estimatif du nettoyage des puits de pétrole et de gaz orphelins du Canada](#)

Le présent rapport fournit une estimation indépendante du coût du nettoyage des puits de pétrole et de gaz orphelins du Canada.



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2022-01-31

[Loi sur la taxe sur les logements sous-utilisés](#)

Aux termes du projet de loi C-8, la Loi sur la taxe sur les logements sous-utilisés ferait appliquer une taxe de 1 % sur la...



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2022-01-31

[Bonifier le crédit d'impôt pour fournitures scolaires d'éducateur admissible](#)

En vertu du projet de loi C-8, le crédit d'impôt pour fournitures scolaires d'éducateur admissible passera de 15 % à 25 %. Ce taux s'appliquera...



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2022-01-31

[Programme d'embauche pour la relance économique du Canada \(PEREC\), tel qu'il a été prolongé par le projet de loi C-2](#)

Octroi aux employeurs admissibles d'une subvention visant à couvrir une partie de la rémunération supplémentaire versée aux employés admissibles entre le 6 juin 2021 et...



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2022-02-01

[Crédit d'impôt pour petites entreprises pour l'amélioration de la qualité de l'air](#)

Le crédit d'impôt pour petites entreprises pour l'amélioration de la qualité de l'air que prévoit le projet de loi C-8 serait un crédit d'impôt remboursable...



Rapport • 2022-02-03

[Estimation des coûts du plan national de garde d'enfants](#)

Ce rapport fournit une estimation du coût des volets provinciaux et territoriaux du plan national de garde d'enfants annoncé dans le budget de 2021.



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2022-02-03

[Rendre remboursable le crédit d'impôt pour personnes handicapées \(motion M-6, 44e législature\)](#)

Rendre remboursable le crédit d'impôt pour personnes handicapées (CIPH) au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu. Le crédit applicable en 2021 pour...



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2022-02-16

[Élargissement temporaire de l'admissibilité au Programme de soutien en cas de confinement local](#)

Le Programme de soutien en cas de confinement local accroît l'aide que les entreprises dont les activités sont restreintes par les mesures de santé publique...



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2022-02-16

[Loi sur la prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement](#)

La Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement (PCTCC) offre une prestation imposable de 300 \$ par semaine aux travailleurs dont le revenu...



Rapport • 2022-02-17

[Évaluation du prix des propriétés – Un portrait de la capacité d'emprunt](#)

Ce rapport présente une évaluation du prix des propriétés par rapport à la capacité des ménages d'emprunter et de payer pour l'achat d'une maison dans...



Rapport • 2022-02-28

[Budget supplémentaire des dépenses \(C\), 2021-2022](#)

Dans le présent rapport figure une analyse détaillée du troisième budget supplémentaire des dépenses de l'exercice 2021-2022, qui vise à faire approuver par le Parlement...



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2022-02-28

[Bonification du crédit d'impôt pour les pompiers volontaires et les volontaires participants à des activités de recherche et de sauvetage](#)

La mesure proposée fait passer le montant du crédit d'impôt pour les pompiers volontaires et les volontaires participant à des activités de recherche et de...



Rapport • 2022-03-01

[Perspectives économiques et financières – Mars 2022](#)

Ce rapport présente des prévisions de référence pour aider les parlementaires à évaluer les résultats économiques et budgétaires possibles en vertu des cadres d'action actuels.



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2022-03-03

[Établissement du poste d'artiste visuel officiel du Parlement](#)

Un parlementaire a demandé au directeur parlementaire du budget de produire une estimation de coût du projet de loi S-202, Loi modifiant la Loi sur...



Rapport • 2022-03-10

[Le Plan des dépenses du gouvernement et le Budget principal des dépenses pour 2022-2023](#)

Le présent rapport porte sur le plan des dépenses du gouvernement et le Budget principal des dépenses pour 2022-2023, qui appuie les deux premiers projets...



Rapport • 2022-03-11

[Dépenses en capital prévues au titre de la politique de défense du Canada Protection, Sécurité, Engagement : Mise à jour de 2022](#)

Ce rapport analyse, en date de 2022, les dépenses en capital prévues du ministère de la Défense nationale au titre de la politique de défense...



Rapport • 2022-03-24

[Une analyse distributive de la tarification fédérale du carbone dans le cadre du plan « Un environnement sain et une économie saine »](#)

Ce rapport fournit une analyse distributive de la tarification fédérale du carbone dans le cadre du plan du gouvernement intitulé « Un environnement sain et...



Rapport • 2022-03-29

[Comparaison internationale du rendement de l'Agence du revenu du Canada](#)

Ce rapport compare le rendement du Canada en matière d'administration fiscale à celui de pays comparables à l'aide d'un ensemble d'indicateurs tirés d'ISORA (International Survey...



Note sur l'évaluation du coût d'une mesure législative • 2022-03-29

[Faire passer de 15 à 52 le nombre maximal de semaines d'admissibilité aux prestations de maladie de l'assurance emploi](#)

Le projet de loi C-215 propose de faire passer de 15 à 52 le nombre maximal de semaines pendant lesquelles des prestations peuvent être versées...



Rapport • 2022-03-30

[Le coût fédéral des peines minimales](#)

Les peines minimales obligent les juges à imposer une sanction minimale aux personnes reconnues coupables d'un crime donné. Les peines minimales peuvent amener les juges...

Notes

1. *Loi sur le Parlement du Canada*, L.R.C. 1985, ch. P-1, art. 79.22.
2. *Ibid.*, al. 79.2(1)a).
3. *Ibid.*, al. 79.13(1)b), par. 79.13(3), al. 79.2(1)b).
4. Les perspectives économiques et fiscales semestrielles ont été initialement établies à la demande du Comité permanent des finances de la Chambre des communes; la plus récente motion à cet égard a été adoptée le 4 février 2016. Les perspectives économiques et financières font désormais partie du plan de travail annuel du DPB.
5. *Loi sur le Parlement du Canada*, par. 79.2(5).
6. *Ibid.*, par. 79.4(1).
7. *Ibid.*, art. 79.42.
8. *Loi sur le Parlement du Canada*, al. 79.4(2)a).
9. *Ibid.*, al. 79.4(2)b). Le secret professionnel du notaire est un concept propre au droit civil du Québec et s'apparente au secret professionnel de l'avocat. Conformément à la *Loi d'interprétation*, L.R.C. 1985, ch. I-21, art. 8.2, le « secret professionnel de l'avocat et du notaire » s'applique au Québec, et le « secret professionnel de l'avocat » s'applique dans les autres provinces et dans les territoires.
10. *Loi sur le Parlement du Canada*, al. 79.4(2)c).
11. *Ibid.*, al. 79.4(2)d).
12. *Loi sur le Parlement du Canada*, par. 79.4(1). Pour le moment, la seule disposition de cette nature est celle qui se trouve dans la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*, L.R.C. 1985, ch. R- 10, par. 45.47(5).
13. Les données équivalentes n'étaient pas disponibles dans le cas des comités du Sénat.